

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
3 mai 2026 - Pour diffusion immédiate

DEUX MEMBRES DE LA GLOBAL SUMUD FLOTILLA TORTURÉS, MENACÉS DE MORT ET DÉTENUS EN PALESTINE OCCUPÉE RISQUENT UNE PROLONGATION DE LEUR DÉTENTION.

Ce dimanche 3 mai à 9h30, Saif Abukeshek et Thiago Ávila doivent comparaître devant le tribunal de première instance d'Ashkelon pour une audience de prolongation de leur détention en Palestine occupée où ils sont aujourd'hui incarcérés, torturés et menacés de mort. L'intervention du gouvernement français et la mobilisation populaire sont urgentes.

Dans la nuit du 30 avril, la marine d'occupation israélienne a attaqué nos navires en eaux internationales, entre l'Italie et la Grèce, à plus de 1 000 kilomètres des côtes de Gaza. Elle a arrêté illégalement 175 membres de notre flottille humanitaire et non-violente, qui navigue pour visibiliser la solidarité internationale en soutien au peuple palestinien.

Parmi ces civil·es, 173 ont été déplacé·es de force sur le sol grec avec la complicité des autorités locales, après avoir pour certain·es subi des humiliations, violences physiques et psychologiques graves. Chacune de ces actions est une nouvelle violation du droit international et du droit maritime.

Deux membres de notre flottille internationale sont aujourd'hui encore détenus par les forces d'occupation à la prison de Shikma : Saif Abukeshek et Thiago Ávila. Leurs avocat·es sur place, qui ont pu s'entretenir avec eux, ont rapporté de nombreuses atteintes aux droits humains les plus élémentaires : détention arbitraire sans charge, isolement, yeux bandés, mains liées, violences physiques répétées, interrogatoire par le Shabak.

Ces traitements sont d'une gravité sans nom, et ils ne sont pourtant qu'une infime partie de ce que subissent les Palestiniennes et les Palestiniens chaque jour, depuis des décennies sur leurs propres terres, dans l'indifférence médiatique et avec la complicité de nos gouvernements. C'est précisément cela que la flottille a pour objectif de dénoncer. C'est précisément ce système de violences systémiques exercées dans l'impunité la plus totale que subissent actuellement deux de ses membres.

Les gouvernements européens sont coupables de ne pas avoir exercé leurs obligations au regard du droit maritime international pendant cette attaque. Ils portent une responsabilité directe dans la situation actuelle réservée par les forces d'occupation à nos camarades, comme aux milliers de Palestiniens et Palestiniennes enfermées dans les prisons coloniales.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

3 mai 2026 - Pour diffusion immédiate

Nous exigeons du gouvernement français une action diplomatique immédiate et sans équivoque pour obtenir leur libération. Une exigence d'autant plus pressante à l'heure où le député Éric Bothorel se permet de participer à la banalisation des atteintes aux droits humains et au droit international en qualifiant des civils torturés de « marins d'eau douce » qui agiraient pour « leur seul bon plaisir ». Ces mots sont une honte.

Faut-il rappeler au gouvernement français qu'il est signataire de traités internationaux qui l'obligent à agir et qu'une loi d'apartheid a récemment été votée pour le rétablissement de la peine de mort pour les prisonniers et prisonnières de la Palestine occupée ?

Nous, citoyens et citoyennes des peuples libres, porteront la voix de nos camarades détenus illégalement, battus et menacés de peine de mort sans relâche jusqu'à leur libération. Tout comme nous soutiendrons le peuple palestinien que les forces d'occupation tentent de broyer chaque jour dans les prisons coloniales et dans les prisons à ciel ouvert de Gaza et de Cisjordanie. C'est pour mettre fin à ce système que nous sommes en mer. C'est pour mettre fin à ce système que nous poursuivrons notre mobilisation. Sumud, la résilience, n'est pas un mot vide. C'est un engagement.

Contact presse

Emilie DEVILLE

Mail : presse@gmtgaza.fr

Tel : 06 42 45 86 86

Site : <https://globalsumudfrance.org/>